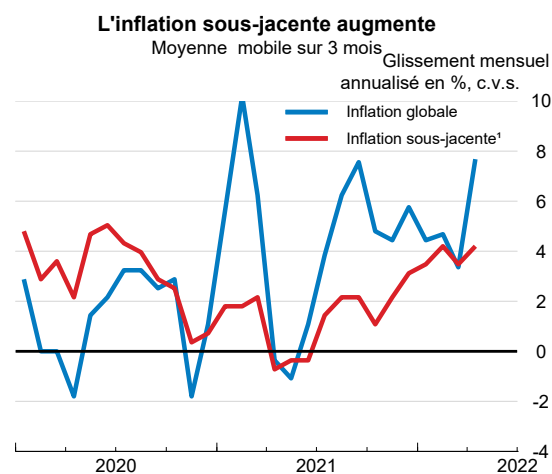
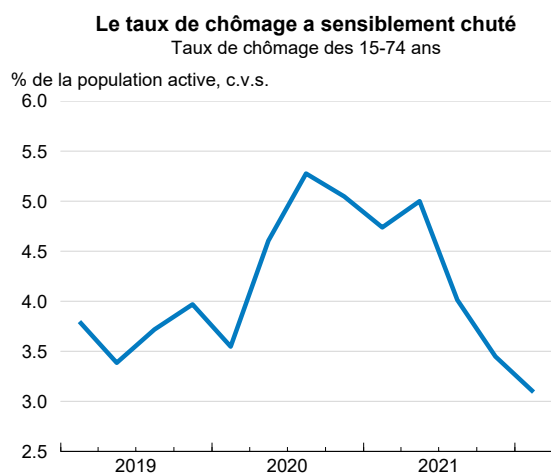


Norvège

Le PIB continental devrait progresser de 3.5 % en 2022, reflétant la dernière phase de la reprise consécutive à la pandémie. En 2023, la croissance économique refluera à 1.7 % pour se rapprocher de son potentiel à long terme. Les risques entourant l'inflation sont très marqués compte tenu de l'élargissement des fortes hausses de prix à de nouveaux segments et des vives incertitudes concernant les prix des matières premières. La situation déjà tendue du marché du travail accentuera un peu plus la tendance à l'accélération des salaires. Les prix des logements et l'endettement des ménages demeurent élevés.


La normalisation de la politique monétaire devrait se poursuivre, compte tenu de la vigueur de la demande et de la hausse des prix. Une approche prudente en matière d'établissement du budget s'impose par ailleurs. Il conviendrait de veiller à plus long terme à ce que les mesures qui protègent les ménages contre la forte augmentation des factures d'énergie prennent de moins en moins la forme d'aides publiques directes et d'éviter que ces mesures n'aient des effets de distorsion sur les incitations en faveur des économies d'énergie. Enfin, de nouvelles politiques structurelles à même de stimuler l'offre de logements et de modérer la demande d'accès à la propriété sont nécessaires.

Norvège



1. L'inflation sous-jacente est mesurée à l'aide de l'indice des prix à la consommation corrigé des variations de la fiscalité hors produits énergétiques (IPC-CFE), élaboré par le Bureau central des statistiques (SSB, *Statistisk sentralbyrå*) norvégien.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; et Bureau central des statistiques (SSB, *Statistisk sentralbyrå*) norvégien.

StatLink  <https://stat.link/3ig2xn>

Norvège : Demande, production et prix


| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|--------------------------------------|---|-------|------|------|------|
| | Prix courants milliards de NOK | Pourcentage de variation, en volume (prix de 2019) | | | | |
| Norvège | | | | | | |
| PIB continental aux prix du marché¹ | 2 935.4 | 2.0 | -2.3 | 4.1 | 3.5 | 1.7 |
| PIB total aux prix du marché | 3 553.9 | 0.7 | -0.7 | 3.9 | 4.0 | 2.3 |
| Consommation privée | 1 526.9 | 1.1 | -6.6 | 4.9 | 5.8 | 1.5 |
| Consommation publique | 826.1 | 1.3 | 1.8 | 3.8 | 0.1 | 1.2 |
| Formation brute de capital fixe | 850.3 | 9.5 | -5.6 | -0.9 | 3.9 | 2.3 |
| Demande intérieure finale | 3 203.3 | 3.4 | -4.2 | 2.9 | 3.7 | 1.6 |
| Variation des stocks ² | 146.8 | -1.1 | -0.4 | 0.2 | 0.2 | -0.3 |
| Demande intérieure totale | 3 350.1 | 2.1 | -4.5 | 3.0 | 3.9 | 1.2 |
| Exportations de biens et services | 1 349.5 | 1.1 | -1.2 | 4.7 | 3.3 | 3.5 |
| Importations de biens et services | 1 145.7 | 5.1 | -11.9 | 2.3 | 5.4 | 1.5 |
| Exportations nettes ² | 203.8 | -1.2 | 3.7 | 0.8 | -0.2 | 1.4 |
| <i>Pour mémoire</i> | | | | | | |
| Déflateur du PIB | — | -0.5 | -3.6 | 16.9 | 20.6 | 1.5 |
| Indice des prix à la consommation | — | 2.2 | 1.3 | 3.5 | 4.6 | 3.3 |
| IPC sous-jacent ³ | — | 2.3 | 2.7 | 1.7 | 3.3 | 3.0 |
| Taux de chômage (% de la population active) | — | 3.7 | 4.6 | 4.3 | 2.8 | 2.8 |
| Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible) | — | 7.0 | 14.2 | 13.1 | 10.3 | 8.9 |
| Solde financier des administrations publiques (% du PIB) | — | 6.6 | -2.6 | 9.1 | 10.6 | 10.9 |
| Dette brute des administrations publiques (% du PIB) | — | 47.0 | 53.8 | 49.6 | .. | .. |
| Balance des opérations courantes (% du PIB) | — | 2.9 | 0.7 | 15.3 | 27.0 | 26.8 |

1. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/u2ihmb>

La croissance de la production reste vigoureuse

La vague de contaminations par le variant Omicron n'a que brièvement freiné la forte croissance de la production continentale. Bien qu'elle soit partiellement compensée par les subventions aux prix de l'électricité, la hausse des prix de l'énergie est la principale cause de l'inflation globale mesurée par l'évolution des prix à la consommation. L'inflation sous-jacente, qui exclut l'énergie, se redresse, le renchérissement de biens et de services, dont les services liés aux voyages, devenant de plus en plus généralisé. Le taux de chômage, calculé à partir de données d'enquête sur la population active, a nettement chuté, ce qui s'explique par le dynamisme de la demande, mais aussi par le fait que le nombre de travailleurs étrangers temporaires n'est pas encore revenu à son niveau antérieur à la pandémie. La situation tendue du marché du travail pousse les salaires à la hausse. Le taux de référence d'augmentation des salaires pour 2022 fixé dans le cadre des négociations collectives centralisées s'élève à 3.7 %, et il est possible que le rythme de progression des salaires soit supérieur à ce chiffre, notamment dans les secteurs confrontés à des pénuries de compétences.

En raison de ses liens commerciaux relativement faibles avec la Russie et l'Ukraine, l'économie norvégienne pâtit principalement des effets de la guerre sur les prix des matières premières et de l'énergie au niveau mondial. Le pays n'a qu'une marge de manœuvre limitée pour augmenter sa production pétrolière et gazière à court terme afin de répondre aux besoins en Europe résultant de la réduction progressive des importations russes. La Norvège prévoit d'accueillir entre 40 000 et 50 000 réfugiés ukrainiens environ (soit 1 % de sa population). Une enveloppe avoisinant 0.5 % du PIB continental a été affectée à l'hébergement des réfugiés et au renforcement de la préparation civile et militaire. La Norvège apporte aussi une aide à l'Ukraine, notamment sur le plan militaire.

Les mesures budgétaires et monétaires de soutien sont peu à peu retirées

Le déficit budgétaire continental devrait diminuer durant la période considérée grâce au respect de la règle budgétaire. La marge de manœuvre budgétaire dégagée par la suppression graduelle des mesures de soutien face au COVID-19 et l'envolée des recettes (en partie liée à la hausse des prix de l'énergie) est supérieure aux coûts associés à la crise en Ukraine et aux dépenses consacrées aux subventions visant à réduire le montant des factures d'électricité. Ces subventions devraient être éliminées en mars 2023 et coûter environ 0.8 % du PIB continental. Au cours des derniers mois, les prix élevés du pétrole et du gaz ont fait augmenter la valeur en couronnes du fonds souverain de la Norvège, mais la chute des cours sur les marchés d'actions mondiaux l'a fait baisser, l'effet net étant négatif jusqu'à présent. La Banque de Norvège (*Norges Bank*) poursuit, à raison, le durcissement de sa politique. Le taux d'intérêt directeur devrait atteindre 2.5 % d'ici la fin de 2023, un taux considéré comme globalement neutre, car il ne provoque ni expansion ni ralentissement de l'économie. Un tel rythme de resserrement devrait permettre de maîtriser l'inflation tout en limitant les risques de fragiliser les emprunteurs, en particulier les ménages.

La croissance et l'inflation vont décélérer

Le ralentissement de la progression des revenus réels et la diminution du volant de capacités inutilisées feront baisser la croissance de la production de la Norvège continentale, qui devrait s'établir à 3.5 % en 2022 et refluer vers son niveau potentiel en 2023, à 1.7 %. Grâce à son rebond après un premier trimestre atone, la croissance en volume de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises sera dynamique au deuxième trimestre 2022, mais s'essoufflera ensuite en partie sous l'effet de l'inflation. Le repli de la demande, tout comme le modeste recul des prix des matières premières, freinera la hausse des prix à la consommation. Cela étant, l'inflation sous-jacente restera supérieure à l'objectif de 2 % retenu par la banque centrale jusqu'à la fin de 2023, et les tensions sur les prix et les salaires pourraient se renforcer. Les risques concernant les prix des matières premières liés à la guerre en Ukraine accentuent les incertitudes qui entourent ces perspectives. Les risques pour la sécurité énergétique sont plus faibles en Norvège qu'ailleurs, car elle est un pays producteur de pétrole et de gaz et dispose d'une capacité hydroélectrique considérable. De nouvelles vagues de contaminations par le COVID-19 ou l'apparition de variants plus virulents demeurent des risques de divergence à la baisse. En revanche, le retour des travailleurs étrangers, à condition qu'aucune restriction de déplacement ne soit rétablie, pourrait permettre de desserrer le marché du travail, et par là, de réduire les tensions sur les salaires.

Le relèvement des prix du carbone joue un rôle essentiel dans la transition écologique

Le pays doit poursuivre ses avancées dans la transition écologique, notamment par la mise en œuvre des relèvements planifiés de la taxe carbone. S'agissant de l'investissement vert, l'annonce récente d'un programme d'accroissement de la capacité éolienne offshore est encourageante. Les subventions destinées à réduire la facture d'énergie des ménages pour les aider à faire face à la hausse du coût de la vie devraient toutefois rester une mesure temporaire. Les initiatives engagées par le gouvernement pour promouvoir les contrats à prix fixe dans les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'énergie, dans le but de réduire la fréquence et l'ampleur des changements des prix pour les ménages, pourraient constituer une solution efficace. En outre, de nouvelles interventions s'imposent pour rendre le logement plus abordable, notamment un assouplissement des restrictions en matière d'occupation des sols. Enfin, des mesures visant à diminuer les allègements fiscaux qui attisent la demande d'accès à la propriété et les tensions sur les prix sont également nécessaires.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f4f9c7d6-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.